Numérisation CERMTRI

Vendredi 9 Janvier 1948 - HEBDO "PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS" 6 FRANCS Numéro 203

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE — SECTION FRANÇAISE DE LA 4e INTERNATIONALE

REDACTION, ADMINISTRATION, 100, RUE REAUMUR, PARIS (2e). GUT. 80-60. — C. C. P. PARIS 5479-17. — IMPRIME EN FRANCE.

Contre la scission criminelle

Conférence d'Unité Syndicale

A Paris, le 1er Février

UNE initiative de la plus haute importance vient d'être prise par un groupe de syndicalistes révolutionnaires de toutes nuances, parmi lesquels nous relevons les noms de responsables à tous les échelons du Livre parisien, du Syndicat national des Instituteurs, du Bâtiment, des Employés, de la Métallurgie, de militants se réclamant des tendances du Front ouvrier, de l'Ecole émancipée, et de militants ne se rattachant à aucune des tendances de la C.G.T.

Ils lancent un manifeste à tous les syndicats, à tous les syndiqués se réclamant du syndicalisme ouvrier, aux membres de la C.G.T., de la C.G.T.-F.O. et de la C.N.T. Cet appel convoque à Paris, le 1er février, une CONFERENCE NATIONALE DE L'UNITE SYNDICALE, afin de déterminer une ligne commune pour revivifier le mouvement syndical.

ooo

Les syndiqués révolutionnaires, tout en dénonçant la trahison des dirigeants des courants réformistes et stalinien, sont partisans de l'unité syndicale.

Car, face à un patronat étroitement uni et solidement défendu par le gouvernement bourgeois, chaque travailleur comprend que la division syndicale affaiblit la classe ouvrière, aboutit à une large désaffection à l'égard des syndicats, fait passer la lutte des tendances à l'intérieur du mouvement ouvrier ayant la lutte de classe du prolétariat contre la bourgeoisie. L'unité syndicale est un principe fondamental dans la stratégie des révolutionnaires, et c'est pourquoi ils en ont été, à toutes les étapes, et en restent les plus farouches partisans, sans poser aucune condition. Ce serait faire preuve de la plus grande stérilité sectaire que d'attendre, avant de prendre parti pour l'unité syndicale, que les Jouhaux et Frachon remplissent certaines conditions.

En effet, s'il est vrai que la politique bureaucratique de Frachon a permis aux scissionnistes de Force ouvrière de regrouper une minorité de travailleurs sincères dans quelques corporations, il serait du plus mauvais goût de prendre Jouhaux et ses amis pour de résolus partisans de la démocratie syndicale.

Il n'est que de voir comment Capocci vient de décider l'affiliation de la Fédération des employés à « Force ouvrière », au Conseil national de cette Fédération. Ainsi, bureaucratiquement, une assemblée de cinquante permanents se permet de prononcer la scission, sans en appeler en aucune façon à la base. De même, c'est sans demander l'avis des syndiqués que le C.N., qui vient de se réunir, a décidé bureaucratiquement du remplacement des minoritaires au Bureau confédéral, sans réunir le Congrès extraordinaire qui s'impose. Nous pourrions dénoncer à l'infini les exemples qui montrent que le bureaucratisme est aussi fort dans Force ouvrière que dans la C.G.T. Ce bureaucratisme est la rançon obligatoire de l'abandon d'une politique révolutionnaire par l'un et l'autre courant.

Bien qu'ils aient pleinement conscience de ce fait que Jouhaux et Frachon, sous des formes différentes, mènent une politique analogue, les syndicalistes révolutionnaires sont partisans de l'unité syndicale. Seule, l'unité permet d'assembler l'ensemble de la classe ouvrière à tirer les leçons de la politique des Jouhaux et des Frachon.

Dans le cadre d'une même centrale, d'un même syndicat, l'expérience des syndiqués de toutes nuances politiques est uniforme. Avec la scission, les travailleurs de Force ouvrière lutteront, militeront indépendamment des travailleurs de la C.G.T. Leurs expériences risquent, sinon de s'opposer, du moins de ne plus être parallèles. C'est une des conséquences les plus néfastes de la scission. Car, la scission une fois opérée, il sera plus difficile aux révolutionnaires de démasquer, devant les travailleurs, la trahison des Jouhaux et Frachon.

ooo

Partisans de l'unité sans conditions, les militants qui convoquent cette conférence n'en indiquent pas moins que la responsabilité de la scission retombe aussi bien sur les jouhauxistes que sur les dirigeants majoritaires de la C.G.T. Les uns et les autres, sur la base d'une politique de collaboration de classe, sont restés unis aussi longtemps que Parti socialiste et Parti communiste français collaboraient au gouvernement. Ils ont scissionné quand l'un et l'autre parti, pour des motifs où les intérêts ouvriers n'ont qu'une faible part, se sont opposés. S'il est évident que tout doit être fait pour reconstituer l'unité syndicale, il ressort clairement de tout ce qui précède que celle-ci ne pourra être véritablement cimentée que sur la base d'une politique de lutte de classes.

La conférence du 1er février doit marquer une étape dans le regroupement d'une large tendance révolutionnaire d'unité syndicale. Elle devra étudier tous les problèmes qui se posent devant le mouvement syndical afin que cette tendance, en s'affirmant sur sa position unitaire révolutionnaire, puisse, dans les luttes ouvrières de demain et dans l'organisation syndicale, jouer un rôle dirigeant.

Sur les mots d'ordre du CONGRES EXTRAORDINAIRE DE RECONSTRUCTION DEMOCRATIQUE DE LA C.G.T., en dégageant les mots d'ordre et les perspectives du combat révolutionnaire, il est possible d'élargir considérablement le Front de l'avant-garde syndicale révolutionnaire.

Paul LEVASSEUR.

IL FAUT PREPARER LES PROCHAINES LUTTES

ILS ont enfin voté leur plan de misère. Les hésitations spectaculaires des élus de la petite bourgeoisie, qui craignent de perdre leur portefeuille aux prochaines élections, n'ont pas empêché le projet de passer.

Tout le monde subira le tour de vis.

Le gouvernement de faillis ne peut plus accorder aux classes moyennes — jusqu'alors peu touchées par la crise du régime — un sort privilégié.

Le « prélèvement exceptionnel » va donc s'abattre sur les petits et moyens industriels, commerçants, paysans.

Mais il ne suffira pas à boucher le trou du déficit.

C'est pourquoi la bourgeoisie frappe à coups redoublés sur les pieds de toujours : les salariés.

Non contente d'avoir lâché la bride aux prix, elle remet ses propositions, refuse le reclassement aux fonctionnaires, se contente d'un ridicule acompte provisionnel et calcule la nouvelle majoration accordée aux ouvriers sur les « salaires légaux »

Où sont les 30 % d'augmentation ?

Les deux Mayer peuvent discourir. Ils n'empêcheront pas que le 15 du mois chez le fonctionnaire et deux jours avant la fin de la quinzaine chez le métallo, il n'y a plus un sou.

Ils n'empêcheront pas que le apporte du chômage dresse son ombre menaçante dans toutes les villes de France. Personne ne peut dire encore s'il rea ses développements. Mais chaque fait que les bureaux de placement n'ont plus d'offres d'emploi.

Et la dévaluation que les noteleurs des grosses banques préparent, accentuera encore la misère des gagne-petit.

Dans l'attente

Aujourd'hui, on est plus malheureux qu'avant les grèves. Rien n'est réglé. Tout est à recommencer. Voilà le langage que se tient l'ouvrier.

Les dirigeants de la C.G.T. ont beau dire que les *dernières décisions gouvernementales constituent un propre* pas *vers propositions initiales*, les résultats sont là.

Mais comment en sortir ?

L'échec de la grève et la scission syndicale pèsent lourdement sur la classe ouvrière.

Que vont-ils faire ces ouvriers qu'on a si bien dupés ?

C'est la grosse inconnue.

La démoralisation est grande, en général, et pourtant plusieurs mouvements ont eu lieu chez les cheminots de la Méditerranée, où la bataille a été très violente et très longue, le 5 janvier, une grève d'une heure débutait dans la plupart des entreprises.

Et ces petits commerçants qui sont restés hors des mouvements en novembre et en décembre, le 6 janvier, nombreux, ils balayaient leur rideau de fer. Certes spontanément. Tous ont compris qu'elle ne servirait à rien. Beaucoup étaient prêts à fermer longtemps pendant huit jours, si nécessaire, pour faire céder le gouvernement.

Ainsi chacun se reprend, regarde l'adversaire et attend.

Peut-le mouvement repartira-t-il ? Et comment ?

Un dirigeant de la C.F.T.C. déclarait, il y a quelques jours : *Si les secteurs gouvernementaux n'étaient pas là, nous nous serions mis sous ses ordres plus du même cédé.*

Et Jouhaux ? Cette vieille canaille a raison, à la fin de sa vie, un coup de matin en divinant le mouvement syndical, mais il n'en a pas moins, tant, brisé définitivement les reins à tant, brisé définitivement les reins aux autre reconstructions.

Puisque les dirigeants stalinisme se sont plus à la fin de novembre et qu'il n'y a plus de « danger que la grève soit politique », ne peut y aller, ils ne peuvent pas faire autrement que les millions de travailleurs qui refusé de faire grève. C'est aussi qu'aucun raisonnement considérant de notre qui détourderont pour dirigeants réformistes ne suffira.

La tactique stalinienne au C.C.N.

Bien qu'avec hésitation, les dirigeants stalinisme ont opérée leur tactique au C.C.N.

Le C.G.T. — on est-ils déclaré — engagée les travailleurs à *S'ENGAGER LA LUTTE contre la fixation, etc...*

Ainsi, l'orientation suivie par le P.C.F. lors des dernières grèves n'était pas occasionnelle. Il reste axé sur le déclenchement de nouvelles luttes.

Tant mieux, pourrions-nous dire, si nous ne voulons de vivre dans sa direction une expérience cuisante.

Il ne suffit pas, en effet, d'être pour les grèves (après les avoir brisées pendant des années) faut-il encore préciser un programme et une stratégie d'ensemble.

Le programme et la stratégie de la grève

Réclamer la révision automatique des salaires ne règle rien si on ne pose pas en même temps la question de savoir qui gouvernera, qui sera maître de la vie du pays.

Léonide Schuman-Mayer ne relèvera JAMAIS le pouvoir d'achat des travailleurs, n'imposera JAMAIS les mercantis et les gros capitalistes.

Il tombera, renversé ce gouvernement. Ce sera très facile si tous les travailleurs entrent en lutte en même temps.

Mais l'objectif ne sera pas, alors, du ressort d'un « Thorez un fastueux président » à côté de Bidault.

Les travailleurs en grève, organisés dans leurs comités de grève, devront porter au pouvoir un gouvernement au service du peuple sans nécessité capitaliste.

Autre problème crucial.

Va-t-on renoncer à lancer les mouvements les uns après les autres, par vagues successives, ou se décidera-t-on à jeter en même temps toute la classe ouvrière dans la lutte ?

Les grèves partielles sont vouées à l'échec et à la défaite.

Car la bourgeoisie, elle, n'attend pas. Elle renforce son appareil de répression (division de la France en huit régions et nomination de « préfets spéciaux » chargés de faire pacter l'ordre bourgeois) et frappe toutes les manifestations isolées. Mais si son intervention est plus spectaculaire qu'effective (manifestation des artistes du 7 janvier à Paris) elle veut rester maîtresse du pavé.

La victoire de la lutte exigera que les ouvriers organisent leur défense. Les piquets de grève n'ont pas suffi la dernière fois, ils seront encore moins efficaces lors des prochaines conflits. Les travailleurs ne comptent-ils sur eux-mêmes et passer à l'offensive, dans les usines organisées et grèves dans des MILICES OUVRIERES.

Sur ces questions décisives, les dirigeants stalinisme refusent une fois de plus de se prononcer, et pour cause.

Car il n'est là de dire si ON EST POUR OU CONTRE LA REVOLUTION.

La tactique qui consiste à « avant-garde est bonne. Il n'est pas possible de vouloir de vouloir à tous les problèmes qu'elle sera à résoudre.

Mais aujourd'hui, elle doit expliquer et expliquer patiemment, forment ces nouveaux cadres qui se sont dégagés des luttes d'hier et qui, demain, constitueront l'état-major de la grève générale. Elle doit jeter des bases de la lutte, aux ouvriers, prendre sage de la victoire.

Michèle MARTIN.

De Varkiza à... Konitza

L'armée des mercenaires d'Athènes s'efforce, avec l'aide des avions américains, de mitrailler les colonnes de partisans qui attaquent la ville de Konitza... Les Etats-Unis se servent de l'affaire grecque pour mettre sur pied de guerre leurs porte-avions qui patrouillent en Méditerranée... La lutte se poursuit, indécise, pour la conquête de Konitza, où le « gouvernement Markos » tente de s'établir... Telles sont « les grandes lignes » de la situation.

Mais ce qui intéresse la classe ouvrière qui suit avec passion les événements de Grèce, ce ne sont pas seulement « les grandes lignes » mais la logique interne de ces événements.

Le « gouvernement Markos » n'a pas été créé dans le cadre d'une soulèvement populaire; sa création a été fonction de la rupture qui s'est manifestée entre les « Quatre » à la conférence de Londres. Staline, moins que quiconque, ne fait pas grand cas de ce genre de « gouvernements » symboliques. Le Kremlin n'avait-il pas, en 1949, constitué au cours de la guerre avec la Finlande un « gouvernement finnois » dirigé par Kuusinen, et qui n'occupait aucune ville finnoise ? Moscou ne s'est pas gêné pour laisser tomber ce « gouvernement » et signer l'armistice avec le dictateur Mannerheim. Au cours de la deuxième guerre finno-soviétique, c'est-à-dire même après la rupture de cet armistice, le Kremlin a définitivement jeté son « gouvernement » Kuusinen. Les « réalistes », qui ont applaudi aussi bien à la constitution du cabinet Kuusinen qu'à son abandon, applaudiront sans doute demain la diplomatie de Staline, si celle-ci arrive à arracher à Marshall et à Tsaldaris une concession quelconque en échange de l'abandon du « gouvernement Markos ». Ces gens-là appellent en somme « réalisme » leur servilité à l'égard des pirouettes diplomatiques de Staline. Nous ne sommes pas ce genre de « réalistes ». Et la vie de milliers de prolétaires ouvriers et paysans, sacrifiés à Konitza mérite que l'on se demande : Dans quelles conditions ces combats s'ont-ils été engagés ? N'y avait-il pas des conditions meilleures et plus efficaces ?

Un « événement heureux »

La situation grecque n'est pas « tombée du ciel ». Il y a un peu plus de trois ans, en octobre 1944, les partisans de l'E.A.M. et de l'E.L.A.S. contrôlaient la quasi-totalité de la Grèce, y compris toute cette de Konitza. 60 des milliers d'hommes luttent et meurent maintenant. Le parti communiste grec dirigeait l'E.A.M. mais il était exclu dès août 1944 du gouvernement de Papaandréou, formé au Caire. Il fut placé en octobre, — après l'établissement de Papaandréou à Athènes et le débarquement britannique en Grèce, — de « mettre fin à l'activité des partisans à rendre leurs armes et rompre avec ce gouvernement. Les stalinistes hésitèrent aussi bien à désarmer les partisans qu'à diriger la classe ouvrière contre Papaandréou et les Britanniques. Le gouvernement bourgeois utilisa à fond ces hésitations. Les troupes britanniques, de plus en plus nombreuses, furent amenées en Grèce. Le peloton grecque fut renforcé, finalement, Papaandréou lui-même passa à l'offensive. Le 1er décembre 1944 il expulsait les dirigeants stalinisme du gouvernement, et le 3 décembre déclenchait la lutte contre les partisans.

Deux faits caractéristiques sont à retenir :

1. Le gouvernement soviétique ne manifesta aucun empressement de venir en aide aux partisans. Moscou adopta une politique de *non-intervention*, acceptant que l'impérialisme britannique massacre les ouvriers qui se trouvaient dans sa « zone d'influence ».

2. Les dirigeants stalinisme grec, même dans le feu du combat, préférèrent les combinaisons diplomatiques du Kremlin : ils ne trouvèrent pas un « gouvernement populaire » Partisaltos, dirigeant stalinien, exclusif même le 27 septembre la venue de Churchill à Athènes comme « un événement heureux » (!) et finirait de croire à l'indépendance de juguslavie qui représentant les impérialistes.

Varkiza et la conférence de Yalta

Malgré de tels dirigeants, les ouvriers et les paysans tinrent bête ainsi, pendant trente-trois jours aux forces britanniques munies d'avions et de tanks.

Lettre d'Athènes

Notre parti vient d'être officiellement dissous, le responsable de notre imprimerie, le camarade Tassos Dimitriou a été arrêté. Nous nous trouvons, encore une fois, dans l'illégalité la plus complète, même la simple propagande de nos idées sera punie de la peine de mort.

Le gouvernement a prononcé la dissolution de notre organisation affirmant qu'elle menaçait « la sûreté de l'Etat » ; le gouvernement est de plus en plus exclusivement un gouvernement policier et militaire.

Nous sommes sûrs que chaque camarade et tout le parti saurent subir cette nouvelle épreuve avec fermeté, en bolchevik-léninistes. Nous sommes sûrs que la fin de ces épreuves nous trouvera plus forts. En réalité, nous luttons dans l'illégalité ou la semi-légalité depuis 1936 et, par conséquent, nous sommes habitués à lutter dans de pareilles conditions.

Pour finir victorieusement notre lutte, nous avons besoin de votre aide, ainsi que de l'aide de toute l'internationale et du prolétariat du monde entier.

Vive le Parti communiste internationaliste de Grèce ! Vive la IVe Internationale !

Après avoir mené avec cette couardise politique le combat de décembre 1944, les dirigeants stalinisme sacrifieront le mouvement.

Jean MARCOUX.

(LIRE LA SUITE PAGE 2.)

Le plan Marshall

A dire vrai le nom de « Plan » est une désignation pompeuse pour cette tentative empirique de sauvetage du système capitaliste européen menacé d'effondrement, au moyen d'injections continues de dollars.

DES CHIFFRES

Les dix-sept milliards demandés au Congrès représentent la totalité des crédits envisagés pour l'ensemble des pays européens et pour quatre ans.

La part prévue pour la France pendant l'année 1948 est de l'ordre de 1,35 milliard de dollars, soit 162 milliards de francs.

Du « Vimmédiat » « une aide intérimaire » de 33 milliards de francs est accordée.

Arrêtons-nous au chiffre optimum de 170 milliards pour la première année et comparons-le à quelques autres :

— Il est à peu près égal à la perte de revenu national provoquée par les grèves de novembre et décembre. C'est-à-dire pour le refus patronal et gouvernemental d'accorder un salaire vital aux travailleurs ;

— Il ne représente pas la moitié du budget militaire avoué, gouffre totalement improductif ;

— Il comprenez — en apparence seulement — le déficit de la balance commerciale avec les U.S.A.

NATURE DES IMPORTATIONS

Ces chiffres de crédit ne prennent toute leur signification qu'en examinant leur utilisation. Comme ce fut le cas depuis les accords Blum-Byrnes, les crédits américains seront entièrement absorbés par l'achat de produits indispensables au simple maintien de la production actuelle (essentiellement le charbon) et au maintien des relations alimentaires (blé, accessoirement lait et matières grasses).

Le résultat escompté, dans le meilleur des cas, est donc de faire durer les conditions économiques actuelles... En attendant qu'au 30 juin 1952 l'économie capitaliste européenne, nouvelle miraculée, rejette ses béquilles et se mette à marcher gaillardement sur ses deux pieds !

LES BUTS REELS

Malheureusement pour le succès de la cure, ni le grand prêtre MARSHALL ni la future miraculée elle-même ne croient à ce miracle.

Alors quel est donc le but du fameux « plan » ? S'agit-il pour WALL STREET d'élargir ses débouchés en vue de prévenir ou de pallier à une crise (inévitable à plus ou moins longue échéance), de l'économie américaine ?

(Lire la suite en deuxième page)

De Gaulle sort du bois

Ce brave général de Gaulle a appris deux choses dans les dernières grèves.

Primo qu'il lui fallait un « programme social », tout comme Pétain, tout comme le P.R.L. ; secundo qu'il faut savoir se faire quand les travailleurs agissent. C'est ce qu'il fit en annulant le discours dont il devait faire den à l'hôtel de Ville de Lyon.

Mais dès qu'il l'a pu — c'est-à-dire dès que la grève générale eut échoué du par la trahison des dirigeants « ouvriers » officiels et après que la clique de Jouhaux eut parlé, par la scission syndicale, le coup le plus dur de contre la classe ouvrière — le général mégalomane a repris sa crânerie pour le pouvoir fort, le sien, bien entendu.

Le programme économique

Il est frappant de noter que le sauveur se calotte de peau n'offre, en fait de « programme économique », qu'une resucée du programme Meyer, lui-même simple approvation des mesures prises par tous les gouvernements depuis la « libération » :

Stabiliser la monnaie « par des moyens très rudes ». Quels moyens ? Le licenciement du fonctionnaires (dans le fringant Schuman en licencie 150.000.)

— La réforme du système fiscal, notamment (!) pour faire payer ceux qui échappent à l'impôt. Lesquels et comment ? Le général ne s'abstient pas à de tels détails.

— Liberté du commerce, c'est-à-dire liberté accrue pour les spéculateurs.

On le voit : rien de bien neuf. Si ce n'est que ces recettes de charlatan doivent faire merveille après « quelque rude opération ». On sait laquelle.

Mais le bonnet « par des moyens très rudes » ? Quels moyens ? Le licenciement du fonctionnaires (dans le fringant Schuman en licencie 150.000.)

— La réforme du système fiscal, notamment (!) pour faire payer ceux qui échappent à l'impôt. Lesquels et comment ? Le général ne s'abstient pas à de tels détails.

— Liberté du commerce, c'est-à-dire liberté accrue pour les spéculateurs.

On le voit : rien de bien neuf. Si ce n'est que ces recettes de charlatan doivent faire merveille après « quelque rude opération ». On sait laquelle.

Mais le bonnet « par des moyens très rudes ».

Numérisation CERMTRI

Une enquête de *La Vérité*
par Mathias LOUBET
III

A NANTES, ou à peu près seuls
LES MÉTALLOS ONT FAIT GRÈVE

Des quais et encore des quais, d'énormes grues, la passerelle du pont transbordeur surchargée d'ouvriers qui traversent le fleuve, des bateaux de haute mer sur lesquels on s'affaire, le cri d'une sirène au loin. Je suis à Nantes.

Comme tu le vois, c'est pas le travail qui semble manquer, me déclare mon ami Freddy, qui a accepté de me piloter à travers les usines, et pourtant, pour trouver du boulot, c'est difficile. Dans l'aéronautique, il y a longtemps que ça va mal, mais maintenant ça baisse aussi dans l'automobile et sur les chantiers de réparation et de construction de bateaux en attend des commandes. Dans le bâtiment, comme t'as pu le voir en traversant la ville, ça devrait marcher à pleins bras, il y a des tas de maisons à reconstruire, mais comme partout ailleurs, il n'y a pas de crédits et pas de matériaux.

C'est pas la richesse chez les ouvriers, va; la vie est aussi chère ici qu'à Paris, et pourtant les salaires, avec l'abattement de zone, sont inférieurs de 7 %. Si les syndicats étaient mieux dirigés, il y a longtemps qu'ils auraient dû mener une campagne pour faire cesser cette injustice.

Et pendant qu'on se dirige vers Dubigeon, une des plus grosses boîtes du coin, Freddy m'explique encore :

La mouvement de grève à Nantes a été très limité. En fait, il n'y a que la métallurgie qui a suivi à plein. Les pêcheurs, les employés, les gars du bâtiment même, n'ont pas marché. Mais, va pas croire qu'en est moins combattif ici qu'ailleurs. Je t'remercie pas de t'faire voir un de mes copains qui tient maintenant un petit bistro, il t'expliquera comment dans sa boîte les ouvriers se sont battus contre les mobiles en novembre 38. Et en 48, les gars, qui ont manifesté contre la vie chère, ont montré de quoi ils étaient capables. Mais on s'est trop battu pour rien, il y a eu trop de moments de grève qui n'ont abouti qu'à quelques milliers francs d'augmentation.

Des usines et encore des usines, un chemin noir, boueux et plein de fondrières, nous sommes devant la grande porte de chez Dubigeon. A midi, le flot des ouvriers a coulé lentement, bousculé par les arrêts pressés de quitter l'usine pour aller respirer — si on peut dire — un peu d'air frais sur les bords de la Loire.

Notre camarade Prat, que j'espérais voir, ne travaille pas ce matin. C'est un de ses copains qui me répond :

— La boîte a été nettement à l'avant-garde. Les patrons le savent bien d'ailleurs. C'est pourquoi ils essaient de faire inculper pour « atteinte à la liberté du travail » une série de copains. Ça les arrangerait que les meilleurs soient renvoyés de l'usine.

— Et la reprise des cartes, ça marche ?

— Ici, bien. Dans l'ensemble, tous les gars veulent se syndiquer à la C.G.T. Il n'y a que les employés qui vont certainement passer à l'autre ouvrière. Les ouvriers sont d'ailleurs très montés contre eux, car, pendant la grève, la plupart se sont conduits en jaunes. Mais la scission syndicale, c'est un rude coup pour la classe ouvrière. Et ailler c'était difficile d'entraîner tout le monde, avec cette scission, demain ça sera encore pis.

★

Dans l'arrière-salle du petit bistro dont Freddy m'a parlé ce matin, je retrouve une dizaine d'ouvriers. Pour la plupart, ex-mobilos. Ce n'est pas partout aussi brillant que chez Dubigeon.

— La scission syndicale aux Chantiers de la Loire, m'explique un jeune gars à l'air fatigué (j'apprendrai plus tard qu'il a attrapé une dysenterie à force de travailler à la chaîne), c'est le coup le plus lourdement sur les copains. Il y a beaucoup qui ne reprendront pas leur carte. Et tu vois le coup : après le collecteur de la C.G.T., il y aura celui de l'Force ouvrière qui passera.

— Et t'oublies celui des syndicats autonomes, interrompt une camarade postière.

— C'est vrai. J'oubliais encore ceux-là, reprend le copain. Mais les gars ne sauront plus où donner de la tête. Et, le plus clair de l'affaire, c'est qu'ils enverront tous le monde sur les rosses.

— Chez moi, à Basse-Indre, reprend un autre ouvrier, la plupart des copains sont passés à Force ouvrière. C'est pas qu'ils refusent de lutter, mais ils en ont par-dessus la tête des chefs staliniens et de toutes leurs combines.

★

Je viens de me rappeler que le directeur de la « Vérité » m'a dit avant de partir : refrène ta verve. Le canard est petit. T'as 4.000 caractères, pas un de plus.

Dominique, tu t'vantais et toutes leurs expériences, je me sentais capable d'en remplir des colonnes et des colonnes.

Je te prie, ô lecteur, même pas partir sans interviewer le patron du bistro.

Devant un petit verre de muscat on s'explique.

— Alors, patron, et cette grève de novembre 1938 ?

— Mes parties pas. On était tous unis : ouvriers, techniciens, cadres. Certains avaient des bagnoles. Ils ont fait un barrage avec pour empêcher les mobiles de passer. T'aurais vu ce travail. Elles étaient bousillées, mais on a tenu le coup. Le malheur, c'est qu'à ce moment-là, aussi les dirigeants étaient incapables d'aller jusqu'au bout.

Le port de Nantes.

La scission chez les employés

Les manœuvres scissionnistes dans la Fédération des employés ont été menées par les sommets réformistes, sans consultation de la base. Ainsi, dans la région parisienne, au conseil syndical des employés du 21 décembre, les membres de « Force ouvrière » ne sont pas venus s'expliquer : il y avait tout juste un observateur muet. La majorité stalinienne, elle, s'est contentée de nier la scission et, sans plus s'occuper de la base, elle s'arrange du partage des places de responsables, laissées vacantes par le départ « à la sauvette » des réformistes.

Pourtant dans les établissements, la scission existe avec la constitution de groupes « Force Ouvrière », en particulier dans la Sécurité sociale, les assurances, etc... Devant cette accélération de la scission par la majorité stalinienne de la Région parisienne, la tendance « Front ouvrier » a fait frémir jusqu'à tous les camarades restant à la C.G.T. pour préserver l'unité par un appel au Congrès extraordinaire de reconstruction de l'unité.

Pour donner toutes garanties de respect de la démocratie ouvrière, les camarades de la tendance « Front ouvrier » extraordinaire au cc. congrès soit organisé par une commission où chaque tendance serait proportionnellement représentée.

Chaque tendance aurait aussi la possibilité de disposer également du journal syndical pour y présenter ses conceptions sur la direction, l'orientation et le programme revendicatif de la centrale ouvrière.

La résolution en ce sens, présentée par Dumont et Schneffer au Conseil de la Région parisienne, fut de nouveau présentée à l'assemblée des cadres syndicaux « Employés » le 20 décembre. A cette assemblée, Dumont, du « Front ouvrier » dénonça les manœuvres antidémocratiques des chefs staliniens.

Sans cette situation, les scissionnistes n'auraient pu réaliser leur crime en entraînant avec eux des éléments honnêtes.

Souvent approuvé par des applaudissements, le camarade du « Front ouvrier » recueillit une double voix sur la résolution de l'Unité. Parmi les interventions, les assistants purent entendre un camarade égaré par le démagogie chauvine stalinienne, venir affirmer « que l'on devait rester en Force Ouvrière ! » et que « les camarades de Force ouvrière pouvaient s'en aller ». Cette acceptation, presque heureuse, du morcellement du front de classe des travailleurs eut un tel caractère de provocation que plusieurs militants quittèrent la salle.

Pas plus que Force ouvrière, les dirigeants staliniens ne consultent les syndiqués. Cette assemblée de « cadres » n'était pas plus représentative que le Conseil fédéral manœuvré par Capocci le 4 janvier.

Fractionnistes et jouhaustistes contribuent à faire apparaître la faiblesse et la fossoyeurs des intérêts ouvriers. Les travailleurs doivent imposer leur volonté de construire une C.G.T. démocratique fidèle à la lutte de classe : exiger l'éviction de la direction de leurs combats de ceux qui systématiquement, les ont conduits à des échecs.

A. MAILLET.

Pour soutenir LA VERITE abonne-toi

Un an	300 fr.
6 mois	160 »
3 mois	80 »
de soutien	600 »

Adresse ton abonnement dès aujourd'hui, à « La Vérité », 100, rue Réaumur, Paris-2e.

OU EN EST-ON AU VIET-NAM ? (II)
Intrigues et pressions internationales

Si l'impérialisme français a choisi de négocier avec Bao-Dai et de le hisser au pouvoir, c'est, nous l'avons vu, pour des raisons sociales faciles à comprendre. Cependant, on ne doit pas oublier que le conflit franco-vietnamien s'insère en même temps dans l'ensemble des relations internationales, dominé aujourd'hui par l'antagonisme entre l'U.R.S.S. et les U.S.A.

L'Indochine occupe en Extrême-Orient une position stratégique très importante pour que son sort laisse indifférentes les grandes puissances qui se disputent la prépondérance en Asie. Pour n'être pas toujours apparue au grand jour, l'intervention de l'U.R.S.S. et des Anglo-Américains en Indochine n'en a pas moins existé depuis août 1945 sous des formes diverses, et continue à se manifester.

En apparence, l'U.R.S.S. n'est ni un acteur dans les événements d'Indochine. En réalité, elle a poursuivi une politique bien déterminée, qui a été exprimée à la fois par la diplomatie soviétique et par les positions des partis communistes vietnamien et français. L'attitude russe a été dictée par le double souci d'empêcher les large développement de la guerre et de la situation au Viet-Nam, et de faire barrage à l'emprise américaine en Indochine. Dans ces conditions, l'U.R.S.S. a considéré comme un minimum mal le maintien de la présence française, sur la base d'un compromis permettant à l'influence stalinienne de se tailler une place importante dans le pouvoir. Cette attitude s'explique par la diplomatie soviétique se soit bien gardée de susciter la moindre difficulté à la France dans le règlement de la question indochinoise. Alors que Gromyko a fait à l'O.N.U. maintes protestations violentes à propos de l'Indonésie, où l'empire anglo-américaine est presque totale, il a conservé toujours le plus prudent des silences sur la guerre de brigandage qui se poursuivait au même moment au Viet-Nam.

*On connaît l'attitude du P. C. F. qui, dès 1944, a réclamé l'envoi d'un corps expéditionnaire en Indochine et qui, depuis, a approuvé la guerre française, qui a été les crédits destinés au massacre du peuple vietnamien, qui a voté des délégations à Leclerc et à ses troupes, tout cela jusqu'au jour où l'impérialisme, enfin, n'